

d'y participer. Je puis m'en rendre compte dès maintenant.

De cette façon, le gouvernement d'Ottawa avait un droit de préemption dans le domaine de l'assurance frais médicaux et, du même coup, rendait la participation des provinces très difficile. Cela a eu pour effet de soustraire des millions de Canadiens à l'assurance frais médicaux.

Une voix: Ils vont tous en avoir besoin une fois ce discours terminé.

M. Nielsen: Le député aura sûrement son tour plus tard et j'espère qu'il prendra part au débat. Qu'il nous dise quand sa province participera au programme, dans le cadre de la formule actuelle du gouvernement.

Après s'être attribué l'honneur de l'assurance frais médicaux au cours de deux campagnes électorales, le gouvernement a épuisé maintenant tous les avantages politiques qu'il pouvait en tirer et décide de renoncer au programme. Rien d'étonnant à ce que la prétendue option dérogatoire offerte par le gouvernement libéral aux provinces soit maintenant adoptée au niveau fédéral. Ce n'est pas la première fois que le gouvernement fédéral inaugure des programmes qu'il est incapable de payer, sachant très bien qu'il ne pourrait en assumer les frais, et laissant ensuite les provinces avec le bébé sur les bras.

M. Woolliams: Quel bébé.

M. Nielsen: En effet, quel bébé. Face au chaos financier, le gouvernement fédéral, de fait, déclare la faillite et laisse aux provinces le soin de répondre aux créanciers. On a rarement vu autant d'irresponsabilité de la part du gouvernement fédéral. Par ailleurs, le premier ministre constatera que le gouvernement est lié par les engagements de ses prédécesseurs.

L'assurance frais médicaux a été introduite sous sa forme actuelle par son gouvernement. Celui-ci a pris le programme de la Saskatchewan, que cette province cherche maintenant à modifier à cause des graves ennuis qu'il lui crée, et il a fait avaler de force ou a cherché à le faire avaler à toutes les provinces. L'ancien ministre des Finances a prévu où cela les mènerait, il a dit qu'il en coûterait 500 millions de dollars par année. Il ne s'est pas beaucoup trompé. Il s'agissait de la participation du fédéral. Il a dit que c'est ce qu'il en coûterait en 1969, en supposant que toutes les provinces y participent. L'ancien ministre des Finances l'a mis en garde, mais il a persisté. Tout le temps, il songeait à faire payer la facture par les provinces. On a rarement

[M. Nielsen.]

manipulé les gens avec si peu de scrupule. Le grand bal du parti libéral est terminé, et l'on nous remet maintenant la facture.

Monsieur l'Orateur, les Canadiens ne vont plus supporter que le gouvernement jongle avec les comptes comme il l'a fait. On nous a donné un ensemble de prévisions budgétaires en mars; on les a révisées en octobre, en y ajoutant 400 millions de dollars. Le fait est que le gouvernement a complètement perdu le contrôle. Les comptes de la nation sont hors de contrôle. Le premier ministre le sait, de même que le ministre des Finances (M. Benson). L'impôt supplémentaire de 2 p. 100 sur le revenu, jusqu'à un plafond de \$120, doit être regardé comme un dernier effort désespéré du gouvernement pour accroître ses revenus. Pour cela, il met la main dans les poches des provinces et c'est la plainte qui a été formulée avant-hier, lors de la réunion des ministres des Finances.

J'aurai un mot à dire dans un moment à propos des pauvres et à propos de la domination des riches dont on fait état de l'autre côté, mais c'est de cela qu'on s'est plaint hier et aujourd'hui à la conférence des ministres des Finances. Les gens ordinaires appellent ces agissements du brigandage ou tout au moins du vol. Après avoir accumulé une note astronomique en cinq ans par des extravagances outrancières et des programmes impossibles mais fort coûteux, le gouvernement s'est ressaisi et s'est demandé ce qu'il allait faire. Il a adopté la solution la plus commode: passer la note aux provinces.

Le trésorier de la province d'Ontario a dit hier qu'on adoptait une politique de balkanisation fiscale. La vérité pure et simple est que les finances du gouvernement sont dans un état chaotique. Je veux bien faire la part des choses, mais c'est la seule conclusion qui s'impose. Je suis sûr que les députés qui siègent dans le déversoir, à ma droite et en face, sont du même avis. (*Applaudissements*)

Ils sont d'accord. Voyons maintenant la suite des événements. C'est une histoire presque incroyable de rapiéçage, de rafistolage, histoire d'emprunter de Pierre pour payer Paul, ou peut-être d'emprunt de Mitch pour payer Edgar. C'est une histoire de tâtonnements et de cafouillages, de mesures sans enthousiasme alors qu'il aurait fallu prendre des décisions audacieuses et pleines d'imagination. C'est l'histoire de la lumière qui vacille, du navire qui sombre, de l'équipe anéantie par sa propre incompetence. Le déversoir s'en rend compte, j'en suis sûr. Ce sont les mêmes vis-à-vis qui criaient, tempêtaient, se plaignaient.